

**Fiche argumentaire : les partis « républicains »**

le 24 /09/2013

Entre autres anathèmes lancés par l'UMPS et ses satellites pour refuser d'affronter loyalement le Front National sur le terrain des idées et de la Politique, revient souvent l'idée que nous ne serions pas « un parti républicain ». Adjectif fourre-tout, clairement dévoyé par ses utilisateurs pour rejeter tout ce qui ne serait pas conforme aux intérêts d'un certain système, il permet surtout de faire oublier que les pourfendeurs de la République sont souvent, hélas, ceux qui en portent l'habit. Non respect des référendums, division des Français, inégalités accentuées, libertés bridées et développement de l'injustice sociale sont autant de méfaits qui caractérisent les politiques UMPS. Parce que nous sommes aussi la République, il nous appartient à nous, patriotes, de reprendre le combat pour le respect des valeurs républicaines.

- **UMP, PS : entre abandon de souveraineté et développement du communautarisme**

- **Transferts de souveraineté** : comme en bien des domaines, le transfert de la souveraineté du peuple français à des organes non élus apparaît comme le pêché originel duquel découlent nombre de nos problèmes économiques, mais aussi une partie de la crise morale et politique qui frappe la France. Il n'y a rien de plus anti-républicain que la dépossession du peuple de ses pouvoirs souverains, ceux qui lui permettent d'avoir la main sur son destin. Et ce sans compter que ces transferts ont souvent été organisés subrepticement, quand ce n'est directement contre l'avis exprimé par le peuple.

- **Non-respect des référendums** : la Démocratie fait partie des valeurs fondatrices de notre pacte républicain. Elle est la condition de l'exercice même du pouvoir politique. Elle prend forme à travers les élections et les référendums. Sans Démocratie il n'est pas de pouvoir légitime. Or, lorsqu'en 2008 le Parlement a adopté le Traité de Lisbonne, réplique de la Constitution européenne rejetée massivement par les Français en 2005, cela a été fait au mépris de la volonté populaire. Acte de trahison permis par une manipulation du droit constitutionnel, ce non-respect disqualifie pour toujours l'UMP et le PS en matière de moralité républicaine.

- **Discrimination « positive »** : se traduisant le plus souvent par la création de « quotas » en fonction de critères divers (sexe, origine sociale, origine ethnique, etc.), elle est contraire par essence à l'Egalité et à la méritocratie républicaine. En principe inconstitutionnelle, la discrimination positive existe pourtant déjà, pour les femmes en politique par exemple avec la loi sur la parité. Un certain nombre de mesures tendent à développer sa pratique. Ainsi la multiplication des voies d'accès hors-concours dans l'administration (ex adjoints de sécurité) en est-elle l'un des exemples. L'on peut également citer Science-Po qui réserve chaque année des places hors-concours à des élèves issus de ZEP, ou bien encore le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) qui prétend s'assurer de la « représentation de la diversité » à la télévision. Cette valorisation de la « diversité » à l'anglo-saxonne apparaît également dans le monde de l'entreprise, traduisant une vision ethnique de la société.

- **Développement du communautarisme** : visible notamment à travers les subventions versées par l'Etat et les collectivités locales à des associations communautaristes (CRIF, CRAN, associations LGBT, etc.) ou culturelles, le communautarisme est par ce biais encouragé. La faiblesse des pouvoirs publics pour faire respecter la Laïcité partout en est aussi l'un des aspects. Contraire à l'unité du peuple et à la Fraternité, le communautarisme est un poison pour la République.

- **FN : Démocratie et respect de la Nation au cœur de notre projet**

Par l'ensemble de ses prises de position et les grands principes qui dirigent son action politique, le Front National est incontestablement le seul grand parti réellement républicain. Respect du peuple, lutte contre le communautarisme, promotion du mérite et garantie de l'égalité entre les citoyens, tout dans notre projet tend à renforcer la cohésion nationale et les valeurs de notre République.

- Nouvelle pratique de la Démocratie :

- **Développement de la démocratie directe : référendums et référendums d'initiative populaire.** Le Front National s'est engagé à mettre en place un véritable référendum d'initiative populaire pour permettre au peuple non seulement de donner son avis sur les sujets de son choix, mais encore d'imposer ses vues à ses représentants. Par ailleurs, le référendum d'initiative présidentielle, tel qu'il est actuellement prévu par la Constitution ferait l'objet d'un usage beaucoup plus fréquent, notamment en matière de traités européens (rappel de notre proposition d'un référendum sur la sortie de l'UE) ou de tout autre grand sujet.

- **Scrutin proportionnel** : La généralisation du scrutin proportionnel à toutes les élections –exceptée bien sûr la Présidentielle- est un autre engagement éminemment républicain du Front National. Ce mode de scrutin permettrait une représentation plus juste de l'ensemble des courants d'opinion, en particulier à l'Assemblée Nationale. Celui-ci pourrait néanmoins s'accompagner de mesures permettant une stabilité du pouvoir parlementaire : mise en place d'un seuil minimal d'éligibilité (5% des voix) et/ou d'une prime majoritaire (d'autres voies peuvent être envisagées, il ne s'agit pas d'un sujet tranché).

- **Respect de la Laïcité** : la Laïcité est un élément essentiel de notre pacte républicain. Le Front National plaide pour une application stricte et sans faiblesse de ce principe ; il en va de la cohésion nationale et même de la paix civile. En plus du respect de la loi de 1905, le Front National demande que soit inscrit dans la Constitution : « la République ne reconnaît aucune communauté », car il n'en existe précisément qu'une seule : la communauté nationale.

- **Garantie de la liberté d'expression** : le Front National est pour une liberté d'expression maximale (et non « totale », en ce sens que les appels à la violence, par exemple, ne peuvent être tolérés). A cet égard, Internet doit demeurer un espace préservé des contraintes en vigueur sur les autres supports d'information et de communication tels que la télévision ou la radio. Dans une république saine, il ne peut exister de délits d'opinion.

- **Retour de la Souveraineté nationale** : la plus républicaine des mesures prônées par le Front National est sans conteste le retour plein et entier de la Souveraineté nationale. Prédominance de la Loi française, monnaie nationale, rétablissement des frontières migratoires et économiques, etc, le pouvoir appartient au peuple et nul ne peut l'en déposséder. A la liberté des individus répond la Souveraineté, qui n'est rien d'autre que notre liberté collective en tant que peuple.

Auteur : Joffrey Bollée